

y aurait pour ces 8 millions d'habitants dans un pays de 80 millions d'hommes leur offrant un débouché qui jusqu'à présent leur a été refusé comme conséquence d'un tarif extrêmement rigoureux.

Depuis quatorze ans que nous sommes au pouvoir, ç'a toujours été notre grande préoccupation de pousser le commerce du Canada dans toutes les directions possibles, de trouver une issue à l'effort de nos gens et au volume d'affaires qui va sans cesse s'accumulant dans le pays. Nous n'avons rien épargné pour nous assurer de nouveaux débouchés, et, en cela, nous pouvons, je crois, prétendre avoir assez bien réussi. Cependant, il y a, à nos portes, tout à côté de nous, un pays de près de cent millions d'habitants, lequel est peut-être aujourd'hui, homme pour homme, le plus riche qu'il y ait au monde, et consomme, pour ses besoins essentiels comme aussi pour son luxe, plus que tout autre pays de la terre. Ce peuple jusqu'à présent avait délibérément refusé d'entretenir avec nous d'amicales relations commerciales. En disant que deux hommes seulement apprécieraient l'avantage que cela vaudrait au pays si une nouvelle page s'ouvrait dans l'histoire de ces deux peuples, si la porte trop longtemps fermée se rouvrait, c'est là en vérité un bien beau compliment que nous fait mon honorable ami. Cependant, j'inclinerais à penser que cette réflexion de sa part est moins un compliment pour nous qu'un blâme pour l'aveuglement de celui qui a pu énoncer un pareil sentiment.

Il y a à l'heure qu'il est aux Etats-Unis près de cinquante villes ayant une population de plus de 100,000 habitants, je dis près de cinquante, mais c'est à coup sûr, plus de quarante-cinq. Sur ces quarante-cinq villes ou plus, il en est trois—New-York, Chicago et Philadelphie—dont la population égale presque celle du Canada tout entier. Mettant ensemble ces villes de plus de 100,000 âmes, celles dont la population est inférieure à cent mille, toutes les villes et les villages, vous arrivez à une énorme population urbaine qu'il faut nourrir. Or, notre pays a précisément ce qu'il faut pour cela; nos greniers, nos éleveurs et nos entrepôts menacent de s'effondrer sous le poids des produits alimentaires qu'ils contiennent. Il vient de se former de l'autre côté de la ligne un puissant parti opposé à cette politique d'exclusion, et c'est en face de tout cela que mon honorable ami nous adjure de rester tranquilles et de garder chez nous nos produits alimentaires, de les laisser pourrir dans nos greniers plutôt que de permettre aux Américains d'en bénéficier.

L'hon. M. FOSTER: Mon très honorable ami désire-t-il être pris à la lettre quand il se sert d'une telle expression?

Sir WILFRID LAURIER: Me suis-je trompé en rapportant qu'au dire de mon

honorable ami, deux hommes seulement dans ce pays apprécieraient le changement proposé?

L'hon. M. FOSTER: Je fais allusion aux derniers mots de mon très honorable ami, tendant à faire croire à la Chambre comme au pays, que je préférerais voir le grain pourrir dans nos greniers que prendre la route des Etats-Unis.

Sir WILFRID LAURIER: Mon honorable ami a-t-il entendu être pris à la lettre quand il a dit que deux hommes seulement au Canada étaient en faveur d'une réciprocité avec les Etats-Unis?

L'hon. M. FOSTER: Je répondrai à cela.

Sir WILFRID LAURIER: Peut-être y a-t-il eu un peu d'exagération de la part de mon honorable ami, et si j'empiète un peu sur sa rhétorique, il pourrait ne pas s'en formaliser. Au reste, je pense que mon honorable ami a fait erreur en disant que deux hommes seulement au Canada sont en faveur de meilleures relations commerciales avec les Etats-Unis.

Il y en a un autre, un troisième, je crois, et ce troisième c'est l'honorable Georges Eulas Foster, actuellement député de Toronto-nord dans cette Chambre, et qui a été un jour ministre des Finances au temps du régime conservateur. Nous avions en ce temps-là dans ce pays un système fiscal connu sous le nom de politique nationale. La chose est maintenant oubliée, enterrée, aussi morte qu'une momie d'Egypte; mais, dans ces temps heureux qui ont fait la gloire de la politique nationale, mon honorable ami se disait fervent admirateur de cette politique. Il ne le niera pas, j'en suis sûr. A temps comme à contre-temps, il en faisait l'éloge, la portait aux cieux, mais n'empêche qu'en même temps il n'eût volontiers consenti à la changer pour quelques avantages à retirer du commerce entre le Canada et les Etats-Unis. Ce temps, mon honorable ami n'en a sans doute pas perdu la mémoire: il se souviendra, par exemple, qu'en 1891, vers le mois de février, la population a appris avec surprise que le Parlement venait d'être dissous. Encore plus fut-on étonné de connaître la raison de ce grave événement; c'était ni plus ni moins pour faciliter des négociations que l'on projetait d'entamer avec les Etats-Unis, en vue d'une réciprocité commerciale. Les 2 et 3 février 1891, une communication officielle était adressée aux journaux amis de l'administration du jour, annonçant la dissolution du Parlement, pour les raisons que je vais lire:

Comme conséquence de cette importante déclaration, on se demandera naturellement quelles raisons ont pu engager le ministère à faire en ce moment un appel au peuple. Le gouvernement canadien avait, comme on le sait, fait aux Etats-Unis, par l'entremise du gouvernement de Sa Majesté, certaines pro-